

Présentation LRE

« *La revue Economia* » est une revue au service de la recherche, *policy oriented*, donnant de la visibilité aux travaux de recherche menés par le CESEM ou valorisés par celui-ci. Elle contribue à raffermir les liens entre HEM et le monde de l'entreprise d'une part, et entre HEM et le monde universitaire d'autre part.

En tant qu'interface avec l'espace public, « *La revue Economia* » a vocation à :

- Créer un débat public sur des questions d'intérêt général
- Fournir aux décideurs politiques et économiques, hauts cadres et chefs d'entreprise des clés de lecture fiables pour analyser et agir sur les questions sociales, économiques et managériales
- Créer des passerelles entre chercheurs provenant de disciplines traditionnellement cloisonnées
- Faire des états de lieux avec pistes de recommandations, fort utiles à l'adresse d'étudiants, chercheurs et associations professionnelles
- Apporter aux media une matière économique, critique et fiable, à exploiter et diffuser

Résumé1 : la singularité exemplaire de la révolution tunisienne

Le 14 janvier 2011, date de la fuite de Ben Ali, restera, à n'en pas douter, une date historique majeure dans l'histoire de notre 21ème siècle naissant. A travers ce dossier, nous avons voulu comprendre «l'exemplaire singularité» de la révolution tunisienne. Béatrice Hibou, l'une des rares politologues françaises à avoir averti sur la nature réelle du «mirage économique tunisien», décortique l'affaiblissement des mécanismes d'insertion et l'étiollement du pacte de sécurité qui ont rendu possible l'extraordinaire mouvement social tunisien. Un mouvement qui doit beaucoup aux résistances invisibles et individuelles à l'oeuvre depuis une décennie (S. Khiari), relayées notamment grâce à Internet et au téléphone portable (L. Chouikha) et que certains qualifient de post-islamiste (M. Zeghal). Autant d'éléments qui interrogent sur ce qu'est un peuple (M. Peraldi).

Mais au-delà de la seule Tunisie, c'est une véritable onde de choc qui traverse la région. De Sidi Ifni à Sidi Bouzid, le rôle et la nature des mouvements sociaux sont analysés (M. E. Badimon). Quand d'autres, à l'instar de B. Stora ou P. Vermeren, mettent en lumière les ressemblances et les dissonances avec les situations algérienne et marocaine.

Enfin, le rôle de l'UE dans l'établissement d'une transition institutionnelle est regardé à travers le prisme comparatif des pays de l'Est (D. Labaronne et F. Benabdelkader). Loin des soubresauts de l'actualité, ce dossier invite à une plongée dans les soubassements économiques, sociologiques, historiques et politiques des révolutions en marche.

Dossier coordonné par Laetitia Grotti,

Journaliste, Cesem -Hem

Résumé 2 : la transmission des entreprises familiales au Maroc

La crise financière mondiale encore fraîche dans nos esprits contribue à redorer le blason des entreprises familiales (EF) partout dans le monde. Gérard Hirigoyen s'attache à leurs caractéristiques universelles.

Au Maroc, comme ailleurs, leur contribution économique est importante, et elles doivent trouver, pour assurer leur pérennité, un juste équilibre entre tradition séculaire et exigences imposées par la mondialisation. A titre d'exemple, Brahim Labari nous invite à un voyage exploratoire dans le Souss. Mais la pérennité passe aussi par une transmission réussie de l'outil de travail et du patrimoine. Cette thématique essentielle fait l'objet d'une étude qualitative menée auprès de successeurs marocains. Elle est par ailleurs illustrée par notre portfolio et par l'étude de cas de l'entreprise LTM, symbole d'un processus achevé et réussi.

La transmission intra-familiale n'est cependant pas la seule voie pour les EF marocaines. L'étude qualitative menée auprès de celles qui se sont adossées au capital investissement démontre que celui-ci est un facteur positif de développement, et la Bourse ne s'y trompe pas en cherchant à séduire cette population.

Quel que soit l'avenir qu'elle envisage, l'EF est confrontée à des problématiques de gouvernance spécifiques qui sont abordées par deux spécialistes, Rachid Belkahia et Pascal Vienot.

Dossier coordonné par Caroline Minialai

Enseignant-chercheur, Cesem-Hem

Résumé 3 : la place de l'étranger dans l'économie marocaine

A l'heure de la mondialisation, il n'y a plus d'économie « nationale » qui puisse s'organiser par la seule mobilisation de forces endogènes. Toute économie est nécessairement rencontre de l'Autre, étranger, différent, ennemi même. C'est une très ancienne leçon de l'économie politique que nous remettons en chantier ici, d'abord pour une réflexion générale, puis pour faire le point sur les figures de « l'étranger utile » dans l'économie marocaine contemporaine. Sous l'immuabilité des choses se cachent en effet des mutations invisibles. Certes, de l'Afrique subsaharienne à l'Europe, il semble que rien n'ait vraiment changé, depuis l'époque des « protégés » dont parle ici M. Kenbib, des relations internationales que mobilise l'économie marocaine.

Mais les Français des ryads à Marrakech ou à Tanger ont-ils vraiment quelque chose de commun avec les colons du siècle passé ? Ces nouveaux « expats » européens sont-ils toujours les « nantis » d'hier ou bien des précaires eux aussi touchés par les crises ? Même chose pour les Subsahariens, actifs et présents au Maroc, alors qu'on disait, voici peu encore, qu'ils ne feraient qu'y passer. Le Maroc n'est-il pas en train de devenir une terre d'immigration, signant par là une transformation assez radicale de son économie ? Des IDE aux ryads, des « migrants » aux « protégés », ce sont donc les modes d'apparition de l'étranger dans l'économie marocaine que ce dossier explore.

Dossier coordonné par Michel Peraldi

Professeur à l'EHESS, Paris, Chercheur associé au Cesem-Hem